

Déclaration intersyndicale 92 déposée par
la FSU 92, la CGT Educ'action 92, Sud éducation 92, FNEC-FP FO 92, et la CFDT 92
en introduction au CSA-SD 92 du 20 juin 2024

L'extrême droite a atteint un niveau record lors des élections européennes du 9 juin. Cette tendance est à l'œuvre dans toute l'Europe mais la France est le pays dans lequel les listes d'extrême droite font le score le plus élevé.

Nos organisations syndicales alertent depuis des années sur la crise sociale et démocratique qui traverse notre pays. Une politique qui tourne le dos au social et qui crée déclassement, abandon de nos industries et de nos services publics, le passage en force contre la mobilisation historique contre la réforme des retraites, l'absence de perspectives de progrès et la banalisation des thèses racistes, constituent le terreau sur lequel l'extrême droite prospère.

Sur l'ensemble de ces questions, les gouvernements successifs sous Macron auront préparé le terrain pour l'extrême-droite et son projet : mise en place de l'uniforme en primaire et au collège (livret école du RN) ; loi immigration ; SNU ; salaire au mérite...

En décidant de dissoudre l'Assemblée nationale, et d'organiser des élections législatives en trois semaines, après les premiers départs en vacances et à la veille des Jeux Olympiques, le président de la République prend la première des responsabilités.

Il faut empêcher l'extrême droite d'arriver au pouvoir. Nous l'avons vue à l'œuvre dans l'histoire et aujourd'hui en Italie ou en Argentine par exemple : austérité pour les salaires et les services publics, réformes constitutionnelles remettant en cause l'indépendance de la justice et le rôle et l'existence des syndicats, attaques contre les droits des femmes et des personnes LGBTQIA+, remise en cause du droit à l'IVG, politiques racistes qui mettent en opposition les travailleuses et les travailleurs en fonction de leur religion, de leur couleur ou de leur nationalité. Nous connaissons ses votes en France comme en Europe, ils sont toujours défavorables aux travailleuses et aux travailleurs. L'extrême droite au pouvoir attaquera la Fonction publique en général, et l'Education nationale en particulier.

Dans l'immédiat, nous appelons le président de la République à la cohérence. L'Assemblée nationale est dissoute, les réformes doivent donc être interrompues étant donné qu'il n'y a plus aucun contrôle démocratique. Le gouvernement doit en particulier immédiatement renoncer dès aujourd'hui au « choc des savoirs », réforme réactionnaire rejetée par l'ensemble de la communauté éducative.

Nous étions plus de 640 000 personnes dans la rue samedi dernier pour rappeler nos revendications et dire non à l'extrême droite. La FSU 92, la CGT Educ'action 92, Sud éducation 92, FNEC-FP FO 92 et la CFDT 92 appellent à poursuivre et amplifier ce mouvement en manifestant à nouveau ce dimanche pour porter la nécessité d'alternatives de progrès pour le monde du travail.